

LA BRYQUE DANS LA MARNE

Le bulletin des Socialistes bryards



Janvier-Février 2010

BREVES

Vœux du Maire à la population ou meeting UMP ?

Lors des vœux 2010 du Conseil municipal à la population, le Maire, son Premier adjoint et le Député Gilles Carrez se sont livrés à une véritable campagne de dénigrement de l'action de la Région IDF et du Département mais n'ont émis absolument aucune proposition.

Le PS de Bry s'offusque que les vœux du Conseil municipal aient ainsi été transformés en meeting électoral de l'UMP.

Le petit pari(s) du gouvernement...

Les socialistes condamnent avec force l'attitude du gouvernement qui consiste à imposer le *Grand Paris* et torpiller *Paris Métropole*, syndicat créé à l'initiative de collectivités locales d'Ile-de-France de tous bords politiques pour développer l'ensemble de la Région.

Décès

La section PS de Bry a appris avec beaucoup de tristesse le décès de Michèle Ogonoswky, sympathisante et amie, et tient à rendre hommage à son action militante et à son dévouement sans faille dans notre lutte pour un monde meilleur.

Deux nouvelles têtes au Conseil municipal !

En 2009, deux élues de qualité, Jill Rochetti et Sylvie Frontenaud, ont quitté le Conseil municipal, l'une pour poursuivre ses études à l'étranger, l'autre pour déménager.

Le groupe municipal *Ensemble à Bry* tient à saluer l'excellent travail qu'elles ont accompli et à leur souhaiter bonne chance. Elles ont été remplacées par Thierry Kauffmann et Josyne Genne à qui nous souhaitons beaucoup de réussite.

Pétition RER A : nos élus obtiennent des résultats !

En septembre 2009, face à l'absence de résultats concrets du Maire, les élus *Ensemble à Bry* décident d'agir directement auprès des autorités et lancent une pétition pour l'amélioration substantielle du fonctionnement du RER à Bry-sur-Marne. Merci aux nombreux

EDITORIAL

Chers Bryards,

Au nom de la section PS de Bry-sur-Marne, nous avons le plaisir de vous souhaiter une bonne et heureuse année 2010. Mes vœux de bonheur, de santé et de réussite vont en priorité à ceux des Bryards qui, plus nombreux qu'on ne le croit, connaissent de graves difficultés sociales...

Ce nouveau numéro de *La Bryque dans la Marne* nous offre d'abord l'occasion de revenir avec vous sur l'actualité politique, nationale et locale, de l'année 2009 et de préparer ensemble l'année 2010.

Sur le plan national, le Parti socialiste a parfaitement joué son rôle de premier Parti d'opposition. Plan de relance du gouvernement, explosion des déficits publics et du chômage, réformes des collectivités territoriales et de la fiscalité locale, débat sur l'identité nationale, gesticulation autour de la grippe A, ouverture du capital de la Poste, candidature de Jean Sarkozy à la fête de l'Epad, exonération de la taxe carbone pour les gros pollueurs ... Le Parti socialiste a su s'opposer avec force à une Majorité présidentielle dont l'action se traduit par un népotisme décomplexé, un mépris des classes moyennes et populaires et un net recul des libertés publiques. Mais le Parti socialiste ne s'est pas contenté de dénoncer, il a également su proposer. En se tenant aux côtés des plus faibles, en préparant un contre-plan de relance et en soumettant de nombreuses propositions de loi au vote du Parlement (à lire en page 4), la direction et les élus socialistes ont tenté d'amoindrir la catastrophe économique, sociale et culturelle à laquelle nous conduit inéluctablement le sarkozysme.

Sur le plan local, l'année 2009 a été marquée par un élan de renouveau au sein de la section PS de Bry. Réorganisation et professionnalisation de la section, mise en ligne d'un site internet, accompagnement efficace des adhérents, ... C'est dans un esprit d'efficacité, de créativité et de convivialité que s'inscrit notre action sur le terrain.

Les conseillers municipaux du groupe *Ensemble à Bry* ont également été au rendez-vous pour agir avec détermination dans l'intérêt de tous les Bryards et promouvoir une action municipale fondée sur les valeurs de justice sociale, de développement durable et de démocratie. Budget 2010, logement social, transports en commun, révision du quotient familial, vidéosurveillance, ... Les dossiers n'ont pas manqué !

Ce troisième numéro de *La Bryque dans la Marne* est également consacré aux élections régionales des 14 et 21 mars prochains. Nous reviendrons notamment sur le bilan de l'exécutif de gauche et écologiste de la Région Ile-de-France et sur le programme ambitieux que Jean-Paul Huchon et son équipe proposent aux Franciliens (à lire en page 3).

Alors, si comme nous vous avez à cœur de défendre une alternative crédible à la politique libérale qui nous est imposée, plus humaine, fondée sur les idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité, et qui replace l'Homme en son cœur, rejoignez-nous !

Bonne lecture !

Les socialistes de Bry

Bryards qui ont signé !

Le Président de la Région IDF, dont la compétence en matière de transports en commun remonte seulement à 2006, nous a expliqué que la ligne A a atteint sa cadence de circulation maximum et que les nombreux incidents sont dus à l'absence prolongée d'entretien du matériel RATP par l'Etat. Jean-Paul Huchon a décidé, pour soulager les Bryards, d'inscrire dans son programme la généralisation des rames à deux étages aux heures d'affluence et le classement en zone 3 (au lieu de 4) de la gare RER de Bry. Il envisagera ensuite un éventuel arrêt systématique des trains en gare de Bry.

L'affaire du Blog, suite et fin...

En janvier 2009, un adolescent bryard crée un blog sur lequel il affiche son opposition à la réforme des lycées du Ministre Xavier Darcos. Quelques jours plus tard, il est convoqué par le proviseur de son lycée, lequel lui relate la venue de deux agents de la SDIG (Sous-direction de l'information générale, ex-RG) pour examiner son dossier scolaire.

Johan Ankri s'est saisi du dossier et a obtenu la garantie écrite du Ministre de l'intérieur que le jeune homme ne fera l'objet d'aucun fichage dans une base de données policière.

Entretien avec... **Johan ANKRI**

Conseiller municipal et Premier secrétaire de section

La Bryque. Quel bilan tirez-vous de l'année 2009 ?

Johan Ankri. La France a été frappée de plein fouet par les conséquences d'une crise financière mondiale d'une extraordinaire gravité : elle a traversé une crise économique et sociale. On aurait pu espérer un inflexionnement de la politique libérale du Président de la République et un retour de l'Etat aux manettes. Malheureusement, le gouvernement n'a pas su être à la hauteur de cette crise, comme le montre l'insuffisance de son plan de relance !

A cette crise économique et sociale s'ajoute une crise culturelle et une crise politique. Une crise culturelle parce que la Culture, ciment de la Nation, est désormais inexistante dans la politique du gouvernement. Une crise politique parce que les Français, qui après des années d'immobilisme attendaient beaucoup de l'élection présidentielle de 2007, se rendent aujourd'hui compte que les promesses du candidat Sarkozy ne seront pas tenues. N'oublions pas que cette politique libérale est injuste et que des millions d'hommes et de femmes en pâtissent chaque jour.

La Bryque. Concrètement, que ferait le Parti socialiste s'il arrivait aujourd'hui au pouvoir ?

Johan Ankri. Le Parti socialiste aurait une action aux antipodes de celle de Nicolas Sarkozy. D'abord, sur le plan économique et financier, nous mettrions en œuvre des mesures concrètes pour une relance économique par la solidarité et le pouvoir d'achat, nous voterions une législation qui sanctionnerait les comportements néfastes des agents économiques, et notamment des banques, et nous agirions pour un retour à l'équilibre budgétaire. Sur le plan social, ensuite, nous abolirions cette politique cynique qui favorise les plus riches et méprise les classes moyennes et populaires. Cela passe par la suppression du bouclier fiscal, une réforme de la fiscalité et un renforcement de la solidarité au profit des plus faibles, notamment des chômeurs. Enfin, nous mettrions fin à des méthodes électoralistes contestées aussi bien à gauche qu'à droite : le débat sur l'identité nationale, le redécoupage électoral, cette réforme de la taxe professionnelle qui va asphyxier les collectivités locales.

La Bryque. Que pensez-vous de la remise au goût du jour du thème de l'insécurité par le Président de la République ?

Johan Ankri. Même s'il s'agit purement et simplement d'une manœuvre électorale à l'approche des élections

régionales, on a constaté une hausse de 5% des violences contre les personnes. Qu'a donc fait la droite pour lutter concrètement contre l'insécurité depuis 2002 ? Elle a supprimé des milliers de policiers.



La Bryque. Et quel bilan tirez-vous de l'année 2009 à Bry ?

Johan Ankri. J'ai d'abord constaté un accroissement des inégalités à Bry. De plus en plus de gens sont venus nous voir pour les aider dans leurs démarches sociales. Beaucoup de Bryards n'ont plus les moyens, malgré leur emploi, de se loger dans le parc immobilier privé et demandent un logement aidé. D'où l'impérieuse nécessité pour le Maire de se mettre rapidement en conformité avec la loi SRU et de construire les logements sociaux manquants...

Ensuite, on aurait dû pouvoir compter sur la commune de Bry pour réduire cet écart des inégalités que creuse la politique libérale du gouvernement et mettre en œuvre une politique plus sociale. Mais la majorité municipale préfère placer les fonds excédentaires de trésorerie (à hauteur de 846.000€ en 2009) et financer ses dépenses de fonctionnement par la recherche systématique de subventions de l'Etat, de la Région et du Département...

La Bryque. Que proposez-vous ?

Johan Ankri. Nous proposons un budget 2010 dont les orientations seraient très différentes et permettraient par exemple un étalement sur plusieurs années des dépenses de construction de la nouvelle Mairie et une politique municipale beaucoup plus ambitieuse en matière d'action sociale, de logement, d'équipements, de culture et de loisirs, de transports, d'attractivité pour les entreprises. Concrètement, il s'agit de 43 propositions parmi lesquelles la mise en place de transports en commun reliant les quartiers excentrés, la construction d'une piscine municipale en intercommunalité, l'application du principe de précaution en matière d'antennes relais, la création d'hébergements d'urgence pour les Bryards en difficulté,...

La Bryque. Etes-vous entendus ?

Johan Ankri. Parfois. Qu'en serait-il aujourd'hui notamment du logement social, du quotient familial et de l'accessibilité aux personnes handicapées à Bry (qui a permis à de nombreux Bryards d'accéder aux services) ? L'acharnement des élus de gauche depuis de si nombreuses années aura fini par porter ses fruits.

La Bryque. Les rapports entre la majorité et l'opposition sont-ils bons ?

Johan Ankri. Globalement, nous entretenons des rapports cordiaux avec les élus de la majorité. Mais l'année 2009 a été jalonnée de plusieurs incidents. En septembre, une interview du Maire est parue dans la Revue *Engagements* de la Fondation Bellan, laquelle rapportait des propos mensongers du Maire : " toutes les décisions sont votées à l'unanimité, sauf le budget ; je ne vois pas alors l'intérêt d'être dans l'opposition" puis " parmi les 30% de personnes qui votent à gauche, beaucoup ne veulent surtout pas de construction à côté de chez eux". En décembre, un jeune élu de la majorité s'en est violemment pris à moi ainsi qu'à l'opposition lors d'une séance du Conseil et une conseillère municipale m'a accusé à plusieurs reprises d'écrire " des articles de merde " dans *La Vie à Bry*. Nous avons réagi avec fermeté pour bien montrer où se trouve la ligne jaune à ne plus franchir... Il est toujours étonnant de constater qu'une majorité municipale aussi écrasante ne puisse pas souffrir la moindre contradiction, à l'image du gouvernement ! Mais notre détermination n'en est pas entamée, bien au contraire !

La Bryque. Quelques mots sur les élections régionales ?

Johan Ankri. Le bilan de Jean-Paul Huchon à la tête de la Région Ile-de-France est excellent, tout comme son programme pour cette élection 2010. J'invite les électeurs à ne pas tomber dans le piège des arguments de la droite : l'insécurité, les transports, la fiscalité locale, ... Rappelons par exemple que le Président de la Région n'est en charge de la question des transports que depuis 2006 et qu'en trois ans les choses ont évolué positivement. Résoudre le problème des transports implique avant tout une volonté forte de l'Etat pour cesser de construire des immeubles de bureaux à la Défense et développer l'Est parisien. De même, comment les collectivités locales pourront-elles s'interdire de supprimer des services à la population lorsque l'Etat supprime la taxe professionnelle et omet de reverser les milliards d'euros qu'il leur doit (+ 40% depuis 2002) ?

Retrouvez-nous sur notre nouveau site internet !

<http://brysurmarne.parti-socialiste.fr>
ou <http://ensembleabry.fr.mu>

Pour nous contacter

bry.partisocialiste@gmail.com

Le 14 mars, je vote JEAN-PAUL HUCHON et vous ?

Par Josyne GENNE, Conseillère municipale

Nous allons bientôt élire le prochain Conseil régional d'Ile-de-France. Un rappel sur les compétences de la Région et quelques-unes des nombreuses actions menées depuis 2004 par Jean-Paul Huchon nous a semblé important.

Quelques éléments de contexte :

Avec 11,5 millions d'habitants, l'Ile-de-France accueille 19 % de la population française. Première région touristique du monde, deuxième pôle mondial d'implantation des grandes entreprises et deuxième plate-forme aéroportuaire d'Europe, elle accueille 300 centres de recherche et 686.000 lycéens et apprentis dans 417 lycées publics et 210 lycées privés. En 2006, l'Etat lui a confié la responsabilité des transports régionaux et, en janvier 2009, 8.200 agents employés dans les lycées ont été transférés à la Région qui a vu ses effectifs ainsi multipliés par huit.

Le budget définit les priorités régionales (4,67 milliards d'euros en 2010). Les recettes fiscales régionales couvrent un peu plus de 40% du budget, les 60% restants étant financés par la dotation de l'Etat et le recours à l'emprunt. **En 2010, pour la quatrième année consécutive, la fiscalité régionale n'augmentera pas**, mais le solde proposé par le gouvernement de la compensation financière liée à la suppression de la taxe professionnelle, négatif dès 2011 pour toutes les collectivités territoriales, pose question pour l'avenir.

Transporter plus et mieux les Franciliens pour préserver le climat et le pouvoir d'achat. Telle est la priorité de la Région qui consacrera 1,143 milliards d'euros aux 1400 km de voies ferrées, 210 km de métro et 5000 km de voies cyclables régionales.

Garantir les conditions d'une formation de qualité en secondaire est la seconde priorité : 783 millions d'euros, soit 17% du budget régional, seront consacrés pour améliorer l'accueil de 500.000 élèves dans un cadre rénové et pour générer les économies d'énergie indispensables à une bonne gestion et à la préservation du climat.

Devenir la première éco-Région d'Europe : outre les 223 millions d'euros prévus en 2010, l'exécutif emmené par Jean-Paul Huchon a fait le choix d'un développement économique responsable et solidaire, d'une densification urbaine de qualité et de la préservation des ressources et des espaces naturels. Cette volonté se traduit par la prise en compte de la question environnementale dans toutes les politiques régionales (logement, innovation, transports...).

Développer l'emploi : pour apporter des réponses concrètes à la crise actuelle, la Région reconduit les moyens exceptionnels mis en œuvre en 2009 : près de 110 millions d'euros sont affectés à l'emploi et au développement économique.

Aider les territoires en soutenant financièrement la rénovation de l'espace public urbain, la création d'espaces verts, la restauration et la revalorisation du patrimoine bâti ou végétal et la création d'équipements collectifs (petite enfance, sports, culture, équipements scolaires, équipements administratifs).

Qu'a déjà fait l'assemblée régionale présidée par Jean-Paul Huchon ?

La majorité régionale de gauche et écologiste a limité la hausse des tarifs de transport en commun à l'inflation entre 2005 et 2009 ; mis en service de nouveaux trains à deux étages sur la ligne A du RER ; accordé, sous conditions de ressources, la gratuité des transports aux allocataires du RSA ; lancé le Ticket + pour les correspondances bus/bus ou bus/tramway pendant 1 h30 ; financé à Bry-sur-Mame l'accessibilité aux quais pour les personnes à mobilité réduite ; contribué à hauteur de 32.000 € à la création d'une piste cyclable sur la RD30A de Bry.

Elle a financé la gratuité des manuels scolaires pour 40.000 bénéficiaires, la demi-pension pour 50.000 bénéficiaires, acheté 140.000 ordinateurs aux lycées franciliens (soit 1 ordinateur pour 3 lycéens). 600.000 clés USB et logiciels gratuits ont été distribués en 2007.

En 2006, la Région a pris une ambitieuse Délibération Energie pour contribuer au financement des énergies renouvelables en IDF. En trois ans, 56 millions d'euros ont permis de soutenir les projets de 3.000 propriétaires et de 500 projets lancés par des collectivités ou des bailleurs sociaux. 11.000 hectares d'espaces verts ont été acquis ou mis en valeur pour les Franciliens.

Plus près de nous, la Région IDF a largement contribué à la création et à l'entretien des équipements bryards :

3 millions d'euros pour la réhabilitation des collecteurs d'eau usée, 800.000€ pour la création de 70 places de foyer pour jeunes travailleurs, 456.000€ pour 60 logements étudiants, 500.000€ pour des logements sociaux, 600.000 € pour la fondation Favier, 1,6 millions d'euros pour la nouvelle Mairie, sans oublier 450.000€ d'équipements pour l'hôpital Saint-Camille mais aussi le soutien à l'équipement du domicile des Bryards handicapés et l'organisation de divers événements sportifs ou culturels. En tout, **Bry a bénéficié pour plus de 8 millions d'euros de subventions allouées dans le cadre des politiques développées par la majorité régionale socialiste.**

Quelles sont les priorités de Jean-Paul Huchon pour la prochaine mandature ?

Protéger et encourager l'emploi en soutenant les PME créatrices d'emplois et en concentrant l'effort sur la formation des chômeurs, des jeunes et des seniors en conversion.

Garantir des transports de qualité partout et pour tous et instaurer une tarification plus juste.

Accélérer la transition écologique de l'Ile de France en soutenant l'agriculture biologique et la biodiversité, en aidant les PME à produire autrement et en continuant de financer les économies d'énergies et les énergies renouvelables.

Le renouveau du PS

Le 2 décembre 2009, Martine Aubry a clos le **Tour de France du projet socialiste**. Après huit étapes pour mieux cerner les attentes des Français et redessiner avec eux la France telle qu'ils l'aimeraient, la Première secrétaire du PS a fait des propositions pour répondre aux inquiétudes mais aussi aux espérances des Français qu'elle a écoutés de Nancy à Grenoble en passant par Cachan (94). **Retrouvez l'ensemble des travaux du Tour de France du projet socialiste sur le site www.lafrancequonaime.fr.**

Débat sur l'identité nationale : une manoeuvre politique !

Par Ulysse MAILLEUX-PREVOTAT, Adhérent

Annoncé dès mars 2009 par les vœux de Messieurs Sarkozy et Fillon au nouveau Ministre de l'immigration Eric Besson, le débat sur l'identité nationale fait immédiatement l'objet des plus vives critiques. Lancé le 2 novembre 2009, on lui donne vocation à "créer des actions permettant de conforter notre identité nationale, et de réaffirmer les valeurs républicaines et la fierté d'être Français" (www.debatidentitenationale.fr). Dès lors, l'exécutif affiche sa volonté de faire de ce débat un rempart face aux "résurgences de certains communautaristes, dont l'affaire de la Burqa est l'une des illustrations".

Premier bémol qui vient entacher les valeurs de fond supposées du débat, les réflexions s'orientent plus vers le thème de l'immigration que sur celui de l'identité nationale. Petit à petit, une réelle confusion s'instaure entre ces deux notions liées par certains points mais loin d'être similaires. Ainsi, le journal Le Monde relève dans une de ses études (07/01/2010) que près de 40% des conversations qui se déroulent sur le site du débat concerneraient soit l'immigration soit l'Islam. Ce bilan vient contredire les propos du Ministre lui-même qui affirmait lors d'une conférence de presse (04/01/2010) que ces deux thèmes représentaient moins du quart des contributions au site. De cette manière, l'exécutif livre une fois de plus un témoignage cinglant de son manque de transparence à l'égard de l'information.

Par ailleurs, ce débat a suscité la réaction sinon la provocation de certains membres de la majorité qui n'ont pas manqué de s'illustrer tristement au travers de propos qui représentent une atteinte tant aux valeurs républicaines que démocratiques. Ainsi Xavier Bertrand, premier secrétaire de l'UMP, ne manquait pas de parler de la nécessité de "revoir à la hausse les exigences du contrat d'assimilation" qui lie les immigrés à la nation française.

On trouve là une manifestation consternante d'un manque de discernement vis-à-vis de ce qui fait l'incontestable richesse de la France : sa diversité et son aspect multiculturel, dimensions auxquelles l'apport des immigrés est indéniable. Fiers de brandir l'identité nationale comme arme face à un manque d'unité soupçonné, le gouvernement et le Président affichent leur détermination à se passer du modèle d'intégration au profit de celui d'assimilation. C'est ainsi le fondement même de l'héritage républicain que fustige le pouvoir en niant que le partage de culture puisse être une formidable source de richesse et d'apprentissage pour notre société.

Somme toute, c'est une synthèse accablante que l'on tire d'un débat camouflet qui, à quelques mois des élections régionales, s'illustre avant tout comme un instrument de campagne pour la majorité plutôt qu'une véritable réflexion sur notre société. Notre identité nationale se définit simplement par notre devise républicaine "Liberté, Egalité, Fraternité, Laïcité"...

Les propositions de loi du PS en 2009

Par Thierry KAUFFMANN, Conseiller municipal

Plus d'une centaine de propositions de loi ont été déposées par les Parlementaires socialistes depuis 2007, et notamment en 2009 : **pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages** face à la hausse des prix des produits pétroliers et développer les modes de transport alternatifs, pour la suppression du crédit revolving, l'encadrement des crédits à la consommation et la **protection des consommateurs** par l'action de groupe, **pour la régulation de la concentration dans le secteur des médias**, pour l'insertion professionnelle des jeunes, pour une meilleure prise en compte des demandes des malades en fin de vie exprimant la volonté de mourir, **pour l'organisation d'un référendum d'initiative populaire sur la privatisation de la Poste**, pour rendre plus justes et plus transparentes les politiques de rémunération des dirigeants d'entreprises et des opérateurs de marché, pour le vote des étrangers aux élections locales, pour supprimer le délit de solidarité, pour l'organisation des transports scolaires en Ile-de-France, pour donner un logement adapté à chacun et abordable à tous,...

Le PS prend position !

Par Philippe GENEST,
Président du groupe municipal

En refusant de modifier les règles de production et de partage des richesses à Copenhague, les pays industrialisés n'ont affirmé aucune volonté de sauver la planète!

Conclure le sommet de Copenhague sur une déclaration d'intention de contenir à deux degrés le réchauffement d'ici 2050, sans dire comment, ne peut être considéré comme un résultat à la hauteur des exigences écologiques ! L'Union Européenne doit retrouver le rôle moteur qu'elle avait joué à Kyoto et qui ne s'est pas réaffirmé en 2009. Elle doit déjà s'imposer à elle-même de diminuer, unilatéralement d'ici 2020, ses émissions de gaz à effet de serre de 30%. Après le rejet par le Conseil Constitutionnel du projet de loi injuste socialement et inefficace écologiquement, la combativité citoyenne ne doit pas baisser et imposer, avec le PS et ses alliés de gauche et écologistes, une taxe Carbone équitable qui n'épargne pas les gros pollueurs, protégés par le pouvoir.

Taxe professionnelle et réforme des collectivités territoriales : la droite veut recentraliser le pouvoir et étouffer les collectivités locales !

Nicolas Sarkozy et son gouvernement proposent un bouleversement majeur de l'organisation territoriale et des finances locales. Ces projets suscitent l'inquiétude légitime des élus et des Français. Ils aboutiront en effet à recentraliser le pouvoir et à étouffer financièrement les collectivités ; ils aggraveront l'injustice sociale et les inégalités territoriales ; ils représenteront une manipulation électorale en réduisant, par exemple, le nombre de circonscriptions détenues par la gauche et en créant un mode de scrutin territorial à un tour ce qui favorisera la liste arrivée en tête et limitera fortement la représentation proportionnelle des autres listes de candidats.

La création d'un Conseiller territorial à la place des Conseillers généraux et régionaux entrainera une prise en charge démocratique réduite de la solidarité et du développement économique territorial.

Par ailleurs, la suppression de la Taxe professionnelle, une des principales ressources des communes et des communautés urbaines (38% pour Bry), sans concertation préalable, est un élément central de ce dispositif. Cela a soulevé un tollé chez les élus, gestionnaires locaux, de tous bords. La loi n'assure pas de solution de substitution raisonnable. Le PS et ses élus demandent que soit assurée aux collectivités locales une ressource véritablement correspondante et plus satisfaisante que la Contribution Economique Territoriale qui, en l'état, ne permet pas le maintien, pour les grandes sociétés, d'un lien suffisant entre la fiscalité des entreprises et leur assise locale.